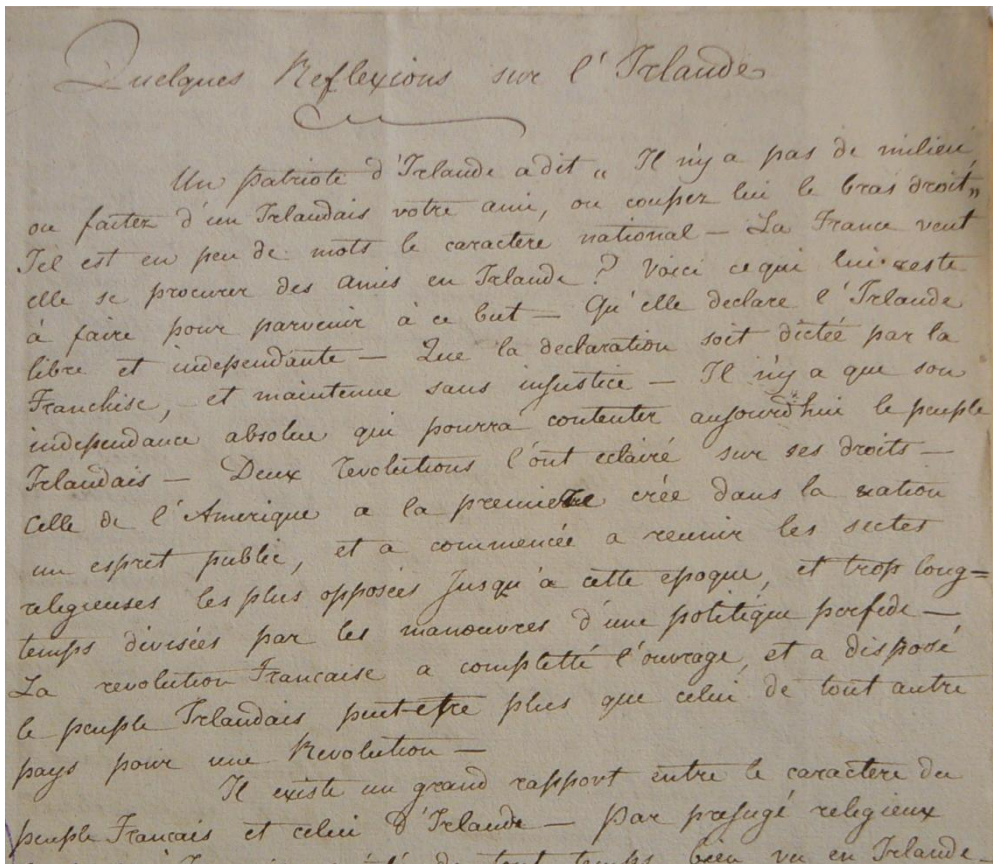


Journée d'étude :  
**L'Irlande et la France**  
à l'époque de la « République atlantique »



**Vendredi 27 mai 2016**  
à l'Institut d'histoire de la Révolution française (IHRF)



**PANTHÉON SORBONNE**

Organisation : Mathieu Ferradou avec l'aide de Sylvie Kleinman  
contact : [ferradou.mathieu@wanadoo.fr](mailto:ferradou.mathieu@wanadoo.fr)

Alors que l'Irlande célèbre le centenaire de l'Insurrection de Pâques et avec elle la proclamation de la République d'Irlande, un peu plus de quinze ans après le Bicentenaire de la « Rébellion » de 1798<sup>1</sup> et de 25 ans après celui de la Révolution française<sup>2</sup>, et plus de trente ans après la publication de l'ouvrage fondamental de Marianne Elliott, *Partners in Revolution*<sup>3</sup>, il semble opportun et utile de revenir sur les liens qui ont existé entre la France révolutionnaire et l'Irlande dans les années 1790 lorsqu'émerge un premier républicanisme irlandais encore mal défini.

Si l'historiographie de langue anglaise est pléthorique sur l'Irlande pendant la Révolution française<sup>4</sup>, l'historiographie française est particulièrement lacunaire voire quasiment inexistante<sup>5</sup>. Ainsi, le débat historiographique sur l'Irlande des années 1790 – et ses liens avec la France – a eu lieu quasiment uniquement outre-Manche et outre-Atlantique. L'historiographie anglo-saxonne s'est, par ailleurs, concentrée sur la « *Rebellion* » de 1798, sur ses origines et sur ses conséquences, c'est-à-dire l'Union entre l'Irlande et l'Angleterre, et la division entre le républicanisme catholique, séparatiste et nationaliste et le loyalisme protestant et unioniste (situation en partie inverse par rapport à l'avant-1790 lorsque le catholicisme était identifié au jacobinisme monarchique et le presbytérianisme au républicanisme).

Les débats historiographiques furent d'autant plus vifs que les différents mouvements républicains et/ou indépendantistes aux XIXe et XXe siècles – mouvements Young Ireland et Fenian au XIXe siècle, le soulèvement de Pâques en 1916, la guerre d'Indépendance

---

<sup>1</sup> Thomas BARTLETT, David DICKSON, Dáire KEOGH, Kevin WHELAN (eds), *1798, A Bicentenary Perspective*, Four Courts Press, Dublin, 2003

<sup>2</sup> Hugh GOUGH, David DICKSON (eds), *Ireland and the French Revolution*, Dublin, Irish Academic Press, 1990

<sup>3</sup> Marianne ELLIOTT, *Partners in Revolution: the United Irishmen and France*, New Haven & London, Yale University Press, 1982.

<sup>4</sup> Pour une tentative de recension complète, voir Kevin WHELAN, « Bibliography. A check-list of publications on the 1790s, the United Irishmen and the 1798 rebellion, 1900-2002 », dans *1798, op. cit.*, p. 659-724. Depuis la publication de cet ouvrage, concernant explicitement les relations France-Irlande, signalons la thèse de Sylvie KLEINMAN, 'Translation, the French language and the United Irishmen, 1792-1804' (Ph.D. dissertation, Dublin City University, 2005), ainsi que la parution de l'ouvrage de Guy BEINER, *Remembering the Year of the French. Irish Folk History and Social Memory*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2007.

<sup>5</sup> Les seuls ouvrages majeurs ont plus d'un siècle : Edouard GUILLON, *La France et l'Irlande pendant la Révolution. Hoche et Humbert. D'après des documents inédites des archives de France et d'Irlande*, préface de Hippolyte Carnot, Paris, Armand Colin, 1888 ; Edouard DESBRIERES, *1793-1805. Projets et tentatives de débarquement aux îles britanniques*, 2 vol., Paris, R. Chapelot, 1900-1901. La récente question aux concours de l'enseignement, « Révoltes et révolutions en Europe et aux Amériques (1773-1802) », si elle a suscité de nombreuses publications faisant le point sur les interactions entre les révolutions de part et d'autre de l'Atlantique, du Pérou à l'Oural, a également souvent négligé les liens entre la France et l'Irlande. Quelques exceptions peuvent être signalées : Pascal DUPUY, « La Grande Rébellion irlandaise de 1798 : répression et tentative d'union », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], n° 94-95, 2005 ; Harry T. DICKINSON, « L'Irlande à l'époque de la Révolution française », *Annales historiques de la Révolution française* [en ligne], n° 342, octobre-novembre 2005 ; et, plus récemment : Ultán GILLEN, « Le Directoire et le républicanisme irlandais », dans Pierre SERNA (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Rennes, PUR, 2009, p. 315-332 ; *Ibid.*, « Constructing Democratic Thought in Ireland in the Age of Revolution, 1775-1800 », et, dans le même volume le contre-point proposé par Sean CONNOLLY, « The Limits of Democracy: Ireland, 1775-1848 », dans Joanna INNES et Mark PHILP (eds), *Re-Imagining Democracy in the Age of Revolutions. America, France, Britain, Ireland, 1750-1850*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 149-161 et p. 174-190 ; Bernard GAINOT, « Anatomie d'un échec : Les expéditions d'Irlande, 1796-1798 », conférence donnée à l'Inserm, 11 janvier 2011 ; Sylvie KLEINMAN, « Un brave de plus. La carrière militaire de Theobald Wolfe Tone, héros du nationalisme irlandais et officier français, 1796-1798 », *Revue historique des armées*, n° 253, 2008, p. 55-65 ; idem, « La Paix au château ? L'Occupation française de l'Irlande en 1798 », dans Jean-François CHANET, Annie CREPIN et Christian WINDLER (dir.), *Le Temps des hommes doubles. Les arrangements face à l'occupation, de la Révolution à la Guerre de 1870*, Rennes, PUR, 2013, p. 213-230.

irlandaise de 1919-1921 puis la Guerre civile irlandaise de 1922-1923, la partition de l'île et la fondation de l'Irlande du Nord en 1920 – contribuèrent à accentuer ces divisions, associant républicanisme à catholicisme et unionisme/ loyalisme monarchique à protestantisme. Avec les « Troubles » de 1968 à 1998, les historiens irlandais, notamment ceux de l'« école révisionniste » ont porté un regard sévère sur les premiers républicains des années 1790 et sur le caractère « sectaire » de la « Rébellion » de 1798. Même si ce n'est pas rendre justice à leurs conclusions en les simplifiant, et tout en reconnaissant le dilemme moral qui se présentait à eux face à l'écriture de l'histoire du premier républicanisme irlandais dans un contexte de guerre civile en Irlande du Nord, l'image qui émergea lors de cette période de l'historiographie fut celle d'Irlandais Unis républicains chimériques et opportunistes. Quant aux Defenders, présentés comme arriérés et catholiques fanatiques, peu nombreux furent les historiens qui s'y intéressèrent. Aucun historien français ne participa au Bicentenaire en 1998 pour analyser le « glorieux échec » des expéditions françaises de 1796 et 1798 qui, dans le récit consacré, n'eurent lieu que grâce au talent diplomatique de Theobald Wolfe Tone face au Directoire. A ce propos, la politique et la stratégie militaires françaises vis-à-vis de l'Irlande furent souvent dépeintes comme naïves, inconséquentes et inefficaces, ne consistant qu'en expéditions qui échouèrent ou arrivèrent trop tard.

Alors que les récents travaux sur la Révolution française témoignent d'un renouvellement et d'un dynamisme porteur de nouvelles interprétations, et que les débats entre « révisionnistes » et « post-révisionnistes » en Irlande, après avoir atteint leur pic dans les années 1990, semblent s'être éteints depuis une décennie en Irlande sur un *statu quo*, décroiser les historiographies nationales semble d'autant plus nécessaire que les regards comparés et croisés peuvent permettre d'aborder ces questions en effectuant un pas de côté, en renouvelant les problématiques.

L'objectif principal de cette journée est donc de faire connaître l'historiographie en langue anglaise au public français mais aussi de revenir sur les débats historiographiques concernant les liens entre la France et l'Irlande dans la période révolutionnaire en décentrant le regard de l'historiographie en langue anglaise, en les traitant dans un contexte chronologique et géographique large, celui des révolutions atlantiques voire de la « République atlantique »<sup>6</sup>, des années 1770 (avec l'émergence du mouvement des Volontaires) aux premières décennies du XIXe siècle (insurrection d'Emmet en 1803, campagnes de Daniel O'Connell dans les années 1820-1830). L'objectif est également de décentrer le regard de l'historiographie française sur la Révolution en interrogeant les liens entre les républicanismes français et irlandais et leur rapport avec la matrice américaine. Les travaux s'inscriront ainsi à la fois dans une perspective d'histoire comparée et d'histoire connectée. Il s'agira d'interroger les origines multiples, les sens divers et la postérité contrastée de ce premier républicanisme irlandais, qui a émergé dans cette « île de la mer de Virginie »<sup>7</sup>, entre l'Amérique, les Trois Royaumes et la France.

---

<sup>6</sup> Pierre SERNA, « Le Directoire, miroir de quelle République ? », dans *Id.* (dir.), *Républiques sœurs, op. cit.*, p. 7-20.

<sup>7</sup> Thomas BATLETT, « “This famous island set in a Virginian sea” : Ireland in the British Empire, 1690-1081 », dans P. J. MARSHALL (ed.), *The Oxford History of the British Empire, vol. II: The Eighteenth Century*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 253-275.

## Programme / Program

*Les communications et échanges auront lieu en français et/ ou en anglais  
Proceedings will be conducted in English and/or in French  
Des résumés des communications seront disponibles en français et en anglais  
Abstracts will be circulated in both French and English.*

9h00: accueil/ welcome.

Matin/ Morning:

**9h30 : Ouverture : Thomas Bartlett** (Aberdeen University & Royal Irish Academy) : General introduction: ‘Writing the history of the revolutionary 1790s during the “Troubles”: historiographical and moral dilemmas’ (in English).

**10h-12h30 : Atelier 1 : L’Irlande en France, la France en Irlande : transpositions, délocalisations, comparaisons, confrontations / Workshop 1 : Ireland in France, France in Ireland : transpositions, relocations, comparisons & confrontations**

**Présidence : Thomas Bartlett**

**10h : Rachel Rogers** (Université de Toulouse-Jean-Jaurès) : ““Their cause then and ours is the same”: The British and Irish in the Paris-based Society of the Friends of the Rights of Man, 1792-94’ (in English).

**10h30 : Timothy Murtagh** (Hertford College, University of Oxford): ‘Dublin’s Journeymen – Irish *Sans-Culottes?*’ (in English).

**11h : Sylvie Kleinman** (Trinity College, Dublin) : « Rhétorique et conception de la souveraineté irlandaise dans les négociations et les préparations militaires entre Theobald Wolfe Tone et le Directoire (1791-1798) » (en français)

**11h30-12h30** : Discussion introduite par Mathieu **Ferradou** (université Paris 1-Panthéon Sorbonne, IHRF/ IHMC)

Après-midi/ Afternoon :

**14h-17h : Atelier 2 : Circulations transnationales : connexions (contre-)révolutionnaires et (anti-)républicaines / Workshop 2 : Transnational circulations : (counter-) revolutionary and (anti-) republican connections**

**Présidence: Pierre Serna**

**14h: John Donoghue & Anthony Di Lorenzo** (Loyola University, Chicago): ‘Transatlantic Abolitionism and Radical Republicanism over the Longue Duree, 1650-1800’ (in English)

**14h30: Niklas Frykman** (Pittsburgh University): ‘The conspiracies of 1798 in Britain’s Royal Navy’ (in English)

**15h : Pascal Dupuy** (Université de Rouen) : « Le républicanisme « maudit » aux Etats-Unis, en France et en Irlande d’après les images anglaises » (en français)

**15h30 : Laurent Colantonio** (Université de Québec, Montréal): « Les nationalistes irlandais et les républicains français au début du XIXe siècle : l’impossible rencontre » (en français)

**16h-17h:** Discussion introduite par **Yevan Terrien** (Pittsburgh University)

**17h : Concluding remarks : Hugh Gough** (University College, Dublin) (in English)

**17h20 : Conclusion : Pierre Serna** (directeur de l’IHRF) (en français)

**« "Their cause then and ours is the same" : les Britanniques et les Irlandais au sein de la Société des Amis des Droits de l'Homme à Paris, 1792-1794 »**

*Rachel Rogers*

*Université de Toulouse-Jean Jaurès.*

Présentation et principaux thèmes :

Mes recherches doctorales ont été consacrées à la communauté britannique à Paris pendant les débuts de la Première République, se rassemblant de manière informelle dans un club qui ne fut déclaré officiellement auprès des autorités municipales parisiennes qu'en janvier 1793 sous le nom de « Société des Amis des Droits de l'Homme » (SADH). J'ai tenté de saisir la portée de la culture associative qui mobilisait les résidents britanniques à Paris au début des années 1790 tout en explorant leurs contributions dans les débats autour de l'ébauche d'une constitution républicaine à la fin 1792-début 1793, et la manière avec laquelle ils racontèrent la révolution auprès du public britannique, contribuant ainsi au flux des informations de part et d'autre de la Manche.

Mon intention dans cette communication est tout d'abord de cartographier quelques uns des interactions entre les résidents britanniques et irlandais autour de l'hôtel White, le noyau des activités de la société. Si ces collaborations autour de différents projets ne sont guère surprenantes pendant la première phase de la Révolution, la persistance de tels projets et objectifs transnationaux, même après février 1793 et l'entrée en guerre entre la France et l'Angleterre, sont remarquables. En effet, pendant ce que l'on peut appeler la phase radicale de la Révolution, qui a amené la Terreur, les militants irlandais à Paris semblent avoir continué de placer leur loyauté envers la Révolution au-dessus de leur nationalité dans une tentative de garantir leur liberté de rester ou de quitter la capitale française. Je chercherai donc à replacer ce dépassement de l'allégeance nationale dans le contexte du mouvement de réforme britannique et en le comparant avec les caractéristiques de la communauté des expatriés britanniques dans le Paris révolutionnaire afin de proposer une explication sur les raisons permettant à des projets communs d'être menés par des radicaux et des révolutionnaires ayant une expérience très différente de l'oppression, même après l'entrée en guerre entre la Grande-Bretagne et la France en février 1793.

Aperçu des arguments présentés :

**- Des projets communs irlandais-britanniques dans un contexte de sociabilité de clubs :**

La Société a rassemblé sous sa bannière au cours de sa brève existence des membres anglais, écossais, gallois, irlandais et américains et, au sein du club, des membres britanniques et irlandais ont collaboré dans des projets éditoriaux et journalistiques. Ce genre d'initiatives transnationales trouvait sa place naturellement dans les débuts de la république, dans un contexte d'universalisme et d'ouverture aux étrangers. Cependant, ce fluidité relative et cette inattention à l'ordre du jour national caractérisa également les années 1793 et 1794 alors même que la nationalité devenait un thème-clé.

**- Un traitement similaire de la part des autorités françaises en 1793-1794 :**

Les résidents anglais, irlandais, gallois et écossais furent traités d'une manière similaire par les autorités révolutionnaires pendant la Terreur. Ceci est dans les appels lancés depuis leur prison par ceux d'entre eux qui furent happés par la crise de cette période.

**- La loyauté à la Révolution passait avant la nationalité :**

On pourrait s'attendre à ce que les Irlandais affirment de manière plus consciente leur appartenance nationale dans les mois qui suivirent l'entrée en guerre de la France contre l'Angleterre, dans une tentative non seulement de se protéger des répercussions des mesures répressives mais également pour dissocier l'Irlande de la tâche de l'anti-républicanisme associé à l'effort de guerre britannique. Cela ne semble pas avoir toujours été le cas. Il existait toujours un désir de placer l'adhésion à l'ordre du jour universaliste de la Révolution au-dessus des préjudices nationaux et des circonstances nationales spécifiques, même lorsque la tendance à privilégier la nationalité devenait particulièrement forte.

**- Les échos dans les cercles réformateurs londoniens :**

Cette concordance des ordres du jour nationaux à l'intérieur des clubs et sociétés réformateurs est visible, jusqu'à un certain point, au sein de la London Corresponding Society (LCS). La société londonienne ne voyait pas forcément les causes anglaise, écossaise et irlandaise comme n'étant qu'une, mais percevait bien que la réponse des autorités dirigeantes était une même répression, leur conférant ainsi un point commun. Ce n'est ainsi pas le passé de souffrances

du peuple irlandais aux mains du gouvernement britannique qui focalise l'attention de la LCS mais la répression actuelle des mouvements réformateurs qui affecte de manière égale et tout aussi injuste les nations en Grande-Bretagne et en Irlande.

#### **- Le radicalisme des exilés britanniques à Paris :**

De nombreux membres britanniques de la SADH émigrèrent à Paris pour échapper aux mesures répressives instituées par le gouvernement britannique contre les réformateurs qui continuaient de mener leurs critiques à l'encontre de la « Constitution » britannique. Ils avaient également tendance à appartenir à la frange la plus avancée de la cause réformatrice : sans aller nécessairement jusqu'à défendre l'idée d'un renversement républicain de la Constitution britannique, ils refusaient de tempérer leur enthousiasme pour l'avènement de la république en France, même après l'exécution du roi en janvier 1793. Ceci peut expliquer, en partie, comment une cause commune a pu être nouée avec les réformateurs irlandais qui résidaient également à Paris. Leurs opinions avaient ainsi davantage tendance à célébrer les avancées républicaines en France plutôt qu'à louer l'héritage constitutionnel britannique de la Magna Carta, de la Glorieuse Révolution et de la Déclaration des Droits de 1689.

#### **- Une écriture rétrospective and l'importance mise sur la différence nationale :**

Certains réformateurs, lors de leur retour en Grande-Bretagne en 1795-1795, après la fin des mesures adoptées pendant la Terreur et l'ouverture du passage de la Manche aux étrangers, maintinrent leur admiration envers la cause française, flirtant ainsi avec la prison, du fait des lois anti-libelles et des Gagging Acts de 1795. D'autres cependant récrivirent leur implication dans la Révolution et, ce faisant expurgèrent leur enthousiasme initial, soulignant rétrospectivement la différence entre les intérêts et les priorités des membres britanniques de ceux des membres irlandais de la société. Le contexte politique changea à mesure que la Révolution se poursuivait, et pour certains des membres britanniques du club, de retour après leur brève expérience dans la France révolutionnaire, la tentation était grande de renier certains de leurs engagements passés et de créer un gouffre entre eux et leurs anciens associés qui furent ensuite impliqués dans les tentatives de renverser l'autorité britannique en Irlande. De telles réinterprétations rétrospectives purent alors donner l'impression que les schismes et dissensions nationaux étaient plus importants au sein de la société.

## « Les compagnons à Dublin – des sans-culottes hibernois ? »

*Timothy Murtagh*

*Hertford College – Université d'Oxford*

Il est largement accepté que l'Irlande a été profondément affectée par la Révolution française. Les débats autour de la Révolution soulevèrent des questions sur l'« ancien régime » en Irlande. L'exemple de la France catholique se débarrassant des chaînes de l'absolutisme rendit possible une alliance inédite entre les réformateurs protestants de la classe moyenne et leurs homologues catholiques qui réclamaient une réforme parlementaire et la franchise électorale pour les catholiques. A la fin de l'année 1791, la Société des Irlandais Unis fut établie, avec des branches à Belfast et Dublin. L'historiographie s'est donc focalisée sur les Irlandais Unis et leurs chefs issus des classes moyennes ou supérieures. Que ce soit le personnage du fringant aristocrate Lord Edward FitzGerald ou la figure maudite romantique de Robert Emmet, l'attention s'est concentrée sur des personnages d'une certaine classe sociale – les *jacobins* irlandais – n'en prêtant que peu aux *sans-culottes* irlandais.

Cette communication cherche à démontrer qu'il existe une autre tradition républicaine à cette époque, même si elle fut en partie souterraine, fleurissant non au sein des réformateurs de la classe moyenne, mais parmi les artisans des villes irlandaises comme Dublin : les compagnons et les maîtres les plus modestes qui absorbèrent les doctrines révolutionnaires, mais les filtrèrent à travers l'expérience concrète de leur vie professionnelle. Ils développèrent un discours dans lequel le travail était identifié à la vertu. Un mode de vie simple, l'utilité sociale et le dur labeur caractérisaient le patriote, tandis que le dilettantisme était identifié à un vice moral et politique, au complot et à la contre-révolution<sup>8</sup>.

Au milieu du dix-huitième siècle, Dublin était la neuvième ville d'Europe. De manière significative, cependant, parmi les dix villes les plus peuplées en Europe, Dublin était la seule qui n'était pas la capitale d'un Etat souverain<sup>9</sup>. Cette anomalie reflète la nature particulière de l'Irlande au sein de l'Empire britannique. Dublin présentait certaines des caractéristiques d'une capitale, notamment en étant le siège d'un parlement, mais c'était un parlement qui

---

<sup>8</sup> Cette description renvoie à la caractérisation des sans-culottes parisiens. Voir William Sewell Jr., *Work and Revolution in France : The Language of Labour from the Old Regime to 1848*, Cambridge, 1980, p. 100-110.

<sup>9</sup> Jan De Vries, *European Urbanization, 1500-1800*, 1984, Appendix 1 ; David Dickson, *Dublin. The Making of a Capital City*, Dublin, 2014, p. 152.



entretenait une relation complexe de subordination avec Westminster. Dublin n'était ni une capitale métropolitaine ni un avant-poste colonial<sup>10</sup>. Pourtant la proximité des travailleurs dublinois avec le Parlement irlandais induisit un long apprentissage dans la politique de rue qui était similaire à celui des foules de Londres ou Paris. Depuis les années 1750, des foules d'artisans irlandais furent régulièrement mobilisées dans les rues par des politiciens irlandais, ce qui fut l'un des facteurs expliquant pourquoi les artisans de Dublin répondirent aussi favorablement au nouveau climat politique des années 1790, lorsque de nombreux clubs politiques formés par ces artisans fleurirent dans la ville<sup>11</sup>. En 1795, un journal juxtaposa ainsi la terminologie de la France de la Terreur avec les noms des districts ouvriers de Dublin : « les Terroristes de Pill Lane, les Marats de Skinners-row, les chouans républicains qui festoient nuitamment à Hoey's court et le comité de la Pique robespierriste de Suffolk Street »<sup>12</sup>.

Ces sociétés politiques ouvrières se nourrissaient des nouvelles doctrines révolutionnaires, mais leur développement ne fut possible que par les changements introduits dans les processus manufacturiers des décennies précédentes. A mesure que le système des guildes de Dublin se désintégraient progressivement, les compagnons luttèrent pour maintenir leurs salaires et leurs pratiques professionnelles traditionnelles. En Grande-Bretagne comme en Irlande, la décennie entre 1791 et 1800 représente à elle seule presque un tiers de tous les conflits ouvriers recensés au dix-huitième siècle<sup>13</sup>. Les « combinaisons » des compagnons de Dublin (analogues aux compagnonnages français) formaient une puissante force dans la politique locale et dans celle des guildes, force rendue visible lors des manifestations de masse en 1780 et 1792, lorsque des dizaines de milliers de compagnons défilèrent dans les rues de Dublin. En 1795, un rapport militaire officiel sur Dublin pointait le danger stratégique que représentait les artisans tumultueux de la ville : « ils se sont, d'une certaine manière, organisés (même s'ils ne sont pas disciplinés), de telle sorte qu'ils peuvent se rassembler en 40 minutes en une foule de 2 000 hommes, par le biais de signaux concertés, de maisons en maisons »<sup>14</sup>. Non seulement les « combinaisons » dublinoises démontraient une capacité impressionnante à mobiliser les foules, mais elles possédaient également une culture politique

---

<sup>10</sup> Thomas Bartlett, 'This Famous Island Set in a Virginian Sea': Ireland in the British Empire 1690-1801' in P.J. Marshall (ed.), *The Oxford History of the British Empire*, vol. II, Oxford, 2001, p. 262-265.

<sup>11</sup> Une liste détaillée de ces clubs est donnée dans Kevin Whelan, *The Tree of Liberty*, Cork, 1996, p. 77.

<sup>12</sup> *Freeman's Journal*, 2 July 1795. (Bien que Suffolk Street existe encore, Pill Lane et Hoey's Court ont aujourd'hui disparu.)

<sup>13</sup> C. R. Dobson *Masters and Journeymen: a Pre-history of Industrial Relations*, Londres, 1980, p. 26.

<sup>14</sup> Rapport du Lieutenant-Général, Earl of Carhampton, au duc de York sur les défenses de Dublin, mars 1795, dans J.T. Gilbert (ed.), *Documents relating to Ireland, 1795-1804*, Dublin, 1970, p. 94.

distincte, fondé sur un discours de revendications et de remontrances commerciales et dérivée de décennies de pratiques politiques au sein des guildes. C'était une culture populaire avec des implications radicales potentielles, ce qui contraste avec les Irlandais Unis dont les objectifs politiques ne s'étendaient pas forcément à des revendications sociales très avancées. En effet, plusieurs des chefs des Irlandais Unis étaient des employeurs qui avaient connu des conflits sociaux avec leurs ouvriers<sup>15</sup>.

Malgré les conflits idéologiques ou personnels en leur sein, les Irlandais Unis reconnaissaient toutefois le potentiel insurrectionnel du monde radical souterrain de Dublin. Après leur suppression officielle en 1794, les Irlandais Unis se reconfigurèrent en une société secrète révolutionnaire. Puisque Dublin tenait une place centrale dans le soulèvement envisagé par les Irlandais Unis, la priorité fut de s'assurer du contrôle des classes populaires de la ville. A la fin de 1796, les Irlandais Unis de Dublin avaient consolidé les clubs d'artisans préexistants et recrutaient activement au sein des districts manufacturiers de la ville. Dans l'année et demi qui suivit, les Irlandais Unis mirent en place un système de sociétés organisées en cellules à travers la ville, dont le total des membres atteignait les 10 000 à la veille de la Révolte de 1798<sup>16</sup>. Et pourtant, malgré ce recrutement massif, Dublin ne se souleva pas en 1798 alors même qu'elle aurait dû être le point d'orgue de la révolution planifiée par les Irlandais Unis. Une série d'arrestations et d'opérations de contre-espionnage orchestrée par le gouvernement eut pour conséquence l'absence de remise en cause sérieuse de l'ordre établi à Dublin. Privée de toute coordination et de l'avantage décisif que la prise de la capitale aurait apporté, la Révolte fut disjointe, consistant en une série de soulèvements sporadiques au sud du Leinster et à l'est de l'Ulster. Malgré l'échec et la répression de 1798, le monde révolutionnaire souterrain s'avéra cependant remarquablement résilient, survivant au point de produire un « rappel » : le soulèvement de Robert Emmet en 1803.

---

<sup>15</sup> Marianne Elliott, *Partners in Revolution* (New Haven, 1982) p.228; James Quinn 'The United Irishmen and Social Reform' in *Irish Historical Studies* (1998).

<sup>16</sup> Sproule to Lees, n.d. [May 1798], NAI, RP620/51/40.

**« Rhétorique et définition de la souveraineté irlandaise dans les négociations et les préparations militaires entre Théobald Wolfe Tone et le Directoire (1791-1798) »**

*Sylvie Kleinman*

*Département d'Histoire et Centre d'Études de la Guerre, Trinity College, Dublin.*

Dans la mémoire collective irlandaise, les expéditions militaires (planifiées ou échouées) de la France en Irlande sous la Révolution et le Consulat sont largement perçues comme des faits d'armes héroïques manifestant la reconnaissance par la France du droit à la souveraineté nationale du peuple irlandais. Devenu lieu de mémoire puissant, le « mythe français » de cette nation armée libérant les peuples opprimés sera redécouvert et de nouveau glorifié lors du centenaire de la Révolte de 1798 en 1898. Pourtant, la France, et le souvenir de cette première alliance fraternelle et républicaine créant une forme de nationalisme irlandais à échelle internationale, sont largement absents des débats et commémorations marquant le centenaire actuel du soulèvement d'avril 1916. C'est logique dans le contexte immédiat, car la France s'était trop rapprochée de son ancien ennemi britannique au fil du dix-neuvième siècle, surtout après l'Entente cordiale et le début de la Grande Guerre. En avril 1916, la France est bien évidemment épuisée par son effort acharné à Verdun et déplore le détournement de troupes de son allié britannique vers l'Irlande. Du côté de l'Irlande, les révolutionnaires de 1916 n'ont pas cherché le soutien de la France, mais le désir d'émuler les héros de 1798 et de venger la mort de ces premiers martyrs de la liberté sont des moteurs constants, notamment dans la rhétorique du grand idéologue Patrick Pearse. Ce dernier contribue en particulier à revigorer de manière éloquente et persuasive la panthéonisation de Théobald Wolfe Tone, l'incarnation même du mythe franco-irlandais de 1798, mourant sous uniforme français et le premier à pleinement énoncer une république irlandaise indépendante, faisant entrer l'Irlande dans la modernité.

Mais si la participation – ou son absence – de la France semble définir une certaine asymétrie entre ces deux chapitres révolutionnaires fondateurs de 1798 et de 1916, une autre dimension fondamentale les rapproche. Les Irlandais Unis, tout comme leurs héritiers en 1916, proclameront audacieusement l'établissement d'une république d'Irlande, projet politique qui semble logique aujourd'hui, mais qui ne représentait pourtant pas le désir exprimé de la majorité de la population irlandaise. Si ce hiatus est bien connu à propos de

1916, il l'est moins pour 1798 en dehors des travaux d'universitaires, soucieux de préciser le contexte précis de ces mouvements d'avant-garde qu'on pourraient qualifier d'utopiques. Il est donc opportun dans le cadre de cette journée d'étude de se pencher à nouveau sur le lobbying incessant qu'avait mené Tone auprès de décideurs civils et militaires français du Directoire, pour justement tirer des abondantes sources documentaires fusionnant logistique militaire et rhétorique idéologique l'énonciation d'une république souveraine comme le but politique des campagnes. Il semble en effet nécessaire de se pencher sur l'originalité du républicanisme de Tone. Son héritage sera impunément accaparé par les paramilitaires tout au long du vingtième siècle et, arraché de son contexte dix-huitièmiste, son anglophobie deviendra synonyme de violence, de terrorisme et de sectarisme lors des « Troubles » en Irlande du Nord. De plus, jusqu'il y a très peu de temps, le terme « républicain » était fort ambiguë et pouvait évoquer une affiliation à des groupuscules souvent en dehors de la légalité. Certes, l'association immédiate entre 'Wolfe' Tone (étiquette posthume) et ce républicanisme souvent antidémocratique avait été sensiblement amoindrie par la biographie magistrale et méticuleuse de Marianne Elliott. Pourtant, pour les jeunes chercheurs d'aujourd'hui, il est clair que les écrits des années 1980 sur les Irlandais Unis sont souvent marqués par le climat politique très tendu dans lequel ils travaillaient. Les défaitistes, réagissant à l'exaltation du héros, cherchaient à diminuer l'importance de la capacité d'agir de Tone, et son biographe avait même remis en question les antécédents de sa vision séparatiste et républicaine, n'y voyant qu'un accident de l'histoire déclenché par les événements et son exil en Amérique.

Notre communication reviendra donc sur la manière dont la souveraineté irlandaise a été formulée dans les négociations entre Théobald Wolfe Tone et le Directoire (1796-1798) et les campagnes militaires qui en résultèrent, puis tracera l'influence marquée sur la conscience collective de ses écrits suite à leur publication en 1826. Nous concluons en évaluant le poids de la France dans la portée de son influence sur le nationalisme en Irlande, et dans la mémoire transmise à la génération de 1916.

## **« Républicanisme et abolitionnisme transatlantiques dans la longue durée »**

*John Donoghue*

*Université de Loyola, Chicago*

*Anthony DiLorenzo*

*Université de Loyola, Chicago*

Notre communication met en comparaison et en contraste la conceptualisation et les circulations transnationales des idées abolitionnistes lors de la Révolution anglaise du milieu du dix-septième siècle et lors de « l'âge des révolutions atlantiques » de la fin du dix-huitième siècle. Notre méthode est de mettre l'accent sur à la fois les continuités et les ruptures à travers les époques et l'espace atlantique à travers les efforts multiples que les républicains ont fait pour éradiquer l'asservissement des hommes. Une telle approche cherche à mieux expliquer comment les réactions conservatrices américaines face au « jacobinisme » transatlantique français et irlandais en général, et face à la Révolution haïtienne et à la Révolte irlandaise de 1798 en particulier, ont eu un impact négatif sur la première campagne abolitionniste aux Etats-Unis.

Comprendre l'abolitionnisme républicain du dix-septième siècle requiert une confrontation avec la manière dont les contemporains définissaient l'esclavage. Alors que les historiens voient dans l'esclavage à cette période une servitude racialisée à vie, les contemporains distinguaient plusieurs formes d'esclavage et non une seule institution monolithique. Au sein du système anglais de plantations autour de l'Atlantique du dix-septième siècle, les travailleurs subissaient une large gamme de types d'asservissement à l'état de choses humaines. Bien qu'à cette période, le mot « esclavage » servait de manière rhétorique à décrire les différentes formes de tyrannie, les observateurs et les travailleurs non-libres eux-mêmes identifiaient parfaitement chaque degré de ce spectre de chosification comme une forme matérielle particulière d'esclavage. En même temps, les contemporains distinguaient clairement l'esclavage pour un temps donné et selon des conditions particulières des « chrétiens » de l'esclavage perpétuel des « négros » et, moins fréquemment, des Indiens.

Il est alors d'autant plus remarquable que les républicains transatlantiques de la Révolution anglaise du milieu du dix-septième siècle aient uni leurs efforts de manière tout à

fait consciente pour mettre fin à l'« esclavage » politique (c'est-à-dire monarchique ou issu d'autres institutions fondées sur les prérogatives magistérielles) à leurs efforts pour abolir l'esclavage économique (tel qu'existant selon le spectre évoqué ci-dessus) au sein de l'empire atlantique naissant de l'Angleterre. En effet, ils décelaient une relation de causalité entre l'esclavage politique et l'esclavage économique, reliant fréquemment le développement de l'esclavage économique dans l'empire à la « réduction en esclavage » du corps politique anglais dans la métropole et dans les colonies. En termes idéologiques, il est fascinant de remarquer que leur abolitionnisme fleurissait des mêmes racines que leurs idées politiques révolutionnaires, qui liaient les impératifs d'un christianisme mis en pratique avec la tradition de « l'Anglais né libre » et les principes du républicanisme classique de la Renaissance.

L'esclavage s'était encore davantage racialisé au début du dix-huitième siècle et, en retour, la rhétorique et l'action antiesclavagistes se sont concentrés de manière plus restreinte sur la réduction en esclavage des Africains. Néanmoins, les républicains à travers le monde atlantique inscrivaient leurs attaques contre l'esclavage dans le paradigme révolutionnaire et leurs appels à la liberté à la fois personnelle mais aussi politique dans une conception extensive des droits naturels. Comme les révolutionnaires anglais du milieu du dix-septième siècle, les quakers américains, les philosophes français, et les républicains transatlantiques relient tous, à différents moments tout au long du dix-huitième siècle, le despotisme politique avec le travail forcé, et vice-versa. A la fin du siècle, les républicains abolitionnistes radicaux avançaient l'idée que la liberté, dans toute son acception, était menacée par les institutions qui nourrissaient l'esclavage économique.

Au milieu du dix-septième siècle et à la fin du dix-huitième, des révolutions politiques majeures nourrissent ainsi les idées et les actions de ceux qui s'opposaient à l'esclavage. Les historiens ont depuis longtemps mis en évidence l'importance de l'influence des traditions révolutionnaires anglaises plus anciennes sur l'idéologie républicaine de la Révolution américaine, mais peu sont ceux qui ont identifié les effets profonds de ces idées sur le développement de l'abolitionnisme dans les débuts des Etats-Unis. La domination de la Grande-Bretagne dans la traite esclavagiste était en particulier perçue comme un symptôme de la corruption impériale et de son hypocrisie pendant la Révolution américaine. Plus tard, la Révolution française encouragea les avocats de droits égalitaires constitutifs d'une citoyenneté qui infusa la rhétorique et les actions antiesclavagistes avec une dimension émancipatoire inédite depuis la Révolution anglaise. Les révoltes suivantes à Saint Domingue comme en Irlande annihilèrent totalement la distinction ténue entre la liberté personnelle et la

liberté publique, alors que les opprimés résistèrent violemment aux formes multiples de tyrannie, d'exploitation et de servitude. Le décret capital d'émancipation de 1794 en France, en particulier, n'a reçu qu'une attention limitée de la part des chercheurs de l'abolitionnisme transatlantique, malgré le soutien populaire très large à la Révolution française aux Etats-Unis comme en Irlande au milieu des années 1790.

A mesure que la ferveur révolutionnaire se répandit à la fin du dix-huitième siècle, la réaction conservatrice prit la forme de tentatives de répressions pour contenir le radicalisme qui atteignait le domaine jalousement gardé de l'esclavage économique. Le résultat fut l'édification d'un assaut idéologique étendu contre les extrémismes fauteurs de troubles de toutes sortes, y compris les abolitionnistes radicaux. Les jacobins devinrent le visage de l'anarchie, et le mouvement antijacobin gonfla à la fin des années 1790 aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. En même temps, des réfugiés fuyant la violence révolutionnaire et la répression en France, à Saint Domingue, en Grande-Bretagne et en Irlande arrivèrent dans les tous jeunes Etats-Unis. Les anciens esclavages de Saint Domingue et les républicains irlandais suscitaient tout particulièrement la crainte des agents de l'ordre de la nouvelle république. En conséquence, les mouvements abolitionnistes se déplacèrent vers le centre afin d'éviter les controverses, devenant ainsi de plus en plus modérés, ainsi qu'en attestent la politique excessivement graduelle d'émancipation adopté dans les Etats de New York et du New Jersey, l'échec de l'opposition aux lois qui ôtèrent aux Afro-Américains leurs droits civiques dans le Nord, et la restriction des lois régissant l'affranchissement dans le Sud.

## « Les conspirations de 1798 dans la Royal Navy britannique »

*Niklas Frykman*

*Université de Pittsburgh*

Pendant l'été 1798, des officiers du quartier-général de la Royal Navy mirent à jour une série de conspirations violentes qui avaient pour objectif de soutenir la révolte qui venait d'éclater en Irlande. Sur le navire *Caesar*, un vaisseau de 80 canons patrouillant la mer d'Irlande entre la France et l'Irlande, 56 hommes jurèrent formellement, « sur la Croix, d'être des Irlandais Unis, à égalité avec leurs frères en Irlande, et de ne rien avoir à faire avec le Roi ou son Gouvernement ». De manière moins formelle, le bien-nommé John Hater promit qu'« il ne se laisserait pas tuer si facilement, pas avant de baigner dans le sang anglais ». Son collègue matelot et co-conspirateur John Deane, caporal de *marines*, déclarait quant à lui qu'« il préférerait tuer un Anglais que de tirer sur un Français ». Des promesses similaires furent faites par des douzaines d'hommes à bord des vaisseaux *Defiance*, *Glory*, et *Captain*, et des indices laissent à penser que d'autres cellules furent actives sur le *Queen Charlotte* et le *Ramillies*<sup>17</sup>.

Même si les historiens de la marine ont eu tendance à minimiser l'importance des conspirations de 1798, du fait principalement de leur échec, ma communication cherchera à montrer qu'elles étaient au contraire une tentative sérieuse et coordonnée pour briser le blocus naval de Brest mis en place par la Royal Navy à un moment critique pendant la révolte en Irlande, et, en cas de succès, pour donner à la future République irlandaise le noyau d'une flotte prête à la défendre. Dans la première partie de ma communication, je concentrerai mon analyse sur les réseaux conspirationnistes qui ont relié et permis à de nombreux conspirateurs sur différents vaisseaux de communiquer les uns avec les autres, ainsi qu'avec des radicaux à terre, qu'ils appartiennent ou non à la Navy, stationnés dans la base portuaire de Plymouth, eux-mêmes en contact avec des insurgés en Irlande et leurs contacts en France.

Cependant, je ne me contenterai pas uniquement de contextualiser les conspirations dans leur géographie, afin de démontrer leur rôle dans l'histoire de la Révolte irlandaise de

---

<sup>17</sup> Minutes des court martiales contre les hommes à bord du *Caesar*, 16-23 juillet 1798, TNA: PRO (UK) ADM 1/5346; du *Defiance*, 8-14 octobre 1798, TNA: PRO (UK) ADM 1/5346; du *Glory*, 1-9 octobre 1798, TNA: PRO (UK) ADM 1/5347; du *Captain*, 5-8 décembre 1798, TNA: PRO (UK) ADM 1/5347.



1798, mais également chronologiquement pour avancer l'idée que l'adoption d'une politique d'insurrection violente dans les ponts inférieurs de la Navy n'était pas simplement une impulsion résultant du mouvement général à terre qui aurait donné la direction des événements en mer, mais bien davantage l'expression d'une nouvelle direction que la lutte des classes qui existait à bord des vaisseaux avait pris depuis la répression des mutineries de l'été 1797. En me concentrant en particulier sur la conspiration à bord du *Defiance*, navire qui connaissait sa troisième mutinerie sérieuse en quatre ans, je démontrerai comment l'expertise politique accumulé en mer avait préparé l'équipage pour le rôle de trahison violente qu'ils cherchèrent à jouer dans la révolte de 1798.

## **« L'impossible rencontre : nationalistes irlandais et républicains français dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle »**

*Laurent Colantonio*

*Université de Québec à Montréal*

Au moment où la République d'Irlande commémore le centenaire de l'insurrection de Pâques 1916, on oublie parfois que l'option séparatiste et républicaine, qui occupa le devant de la scène à la fin du dix-huitième siècle, a ensuite été longtemps minoritaire dans le camp nationaliste. Ma contribution portera sur les premières décennies du dix-neuvième siècle, en aval de la séquence chronologique retenue pour cette journée d'étude (l'époque des révolutions atlantiques), alors que la « connexion » républicaine franco-irlandaise des années 1790 a vécu et que la perspective d'une République ne mobilise plus les foules en Irlande, après le double échec de la « Rébellion » de 1798 et de la révolte avortée de Robert Emmet en 1803. Ce premier dix-neuvième siècle, avant 1848, n'est guère favorable aux idées républicaines, en France comme en Irlande. Sur l'île, après l'Acte d'Union (1801), les enjeux évoluent : dans les années 1820-1840, les grands mouvements populaires associés aux campagnes pour l'émancipation des catholiques et pour l'abrogation de l'Union captent les énergies.

Jusqu'à la rupture entre O'Connell et la Jeune Irlande en 1846-1847, les acteurs agissent au nom de la souveraineté nationale, mais n'aspirent plus à la République. En revanche, si la dynamique républicaine s'est éteinte, les références à la Révolution française et au « moment républicain » irlandais de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle emplissent les discours et nourrissent le débat politique. Le passé proche (les Irlandais Unis, la figure de Wolfe Tone, les rendez-vous manqués avec la France en 1796 et 1798, l'insurrection de 1798, la Terreur, le recours à la lutte armée, etc.) semble incontournable, mais pourquoi est-il précisément mobilisé ? Quelles en sont les lectures proposées et que nous apprennent-elles sur le présent ? Daniel O'Connell, qui retiendra notre attention, trace les contours de son projet politique à l'aune des dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle, entre admiration pour le « Parlement de Grattan » (1782), qui lui sert de modèle, et rejet du républicanisme révolutionnaire, dont il garde un souvenir personnel douloureux. L'échec dans le sang du soulèvement de 1798 lui sert de repoussoir.

En dépit de l'hostilité affichée par O'Connell, les républicains français lui vouent une admiration presque sans bornes au milieu des années 1830. L'histoire de cette illusion, qui se prolonge jusqu'en 1843, permet de mesurer la distance séparant deux entreprises politiques qui ont pourtant en commun de revendiquer la souveraineté populaire. En 1835, *Le National* célèbre « l'orateur de la démocratie » et réunit en un volume deux de ses discours traduits, tandis que Lamennais rend hommage à « ce colossal révolutionnaire ». En 1835-36, lors du procès des insurgés républicains d'avril 1834, certains accusés parisiens sollicitent personnellement O'Connell pour venir assurer leur défense. Son refus argumenté est révélateur de l'ampleur de la confusion républicaine et du décalage entre les convictions de l'Irlandais et celles qui lui sont attribuées en France.

En 1847-1848, après la mort du « Libérateur », l'idéal républicain retrouve quelques couleurs en Irlande, auprès d'un groupe de militants qui se revendique de Wolfe Tone et des Irlandais Unis. Mais à nouveau, le rendez-vous avec la France, redevenue républicaine, tourne court. Cette fois, le Gouvernement Provisoire reste sourd aux appels des nationalistes irlandais.